



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

## DANS CE NUMERO

TCHAD : LE FROLINAT EN ROUTE  
VERS LA MANGEOIRE GOUVER-  
NEMENTALE

MALI : LE SANGUINAIRE TRAORE  
VEUT SE DONNER UN VISAGE  
D'AGNEAU

SENEGAL : NOUVEAUX IMPOTS  
POUR LES TRAVAILLEURS, EXO-  
NERATIONS POUR LES CAPITALIS-  
TES

MADAGASCAR : RATSIRAKA, COMME  
SES SEMBLABLES D'AFRIQUE,  
EST INCAPABLE DE FAIRE LA  
REFORME AGRAIRE.

etc ... etc

SEKOU-  
HOUPHOUET-SENGHOR  
REFONT MENAGE SOUS LE  
TOIT DE L'IMPERIALISME



Prix : 1 Franc

# SOMMAIRE

Page 4 :  
TCHAD : LE FROLINAT EN ROUTE  
VERS LA MANGEOIRE GOUVERNE-  
MENTALE

Page 6 :  
LE SANGUINAIRE TRAORE VEUT  
SE DONNER UN VISAGE D'AGNEAU

Page 7 :  
SENEGAL :  
- NOUVEAUX IMPOTS POUR LES  
TRAVAILLEURS, EXONERA-  
TIONS POUR LES CAPITALIS-  
TES  
- HISTOIRE DE FOU : IL Y A  
DE L'ARACHIDE POURTANT ON  
MANQUE D'HUILE  
- DOUDOU NGOM DEVENU INUTI-  
LE, SENGHOR S'EN DEBAR-  
RASSE

Page 8 :  
LE TERRORISME D'ETAT  
D'ISRAEL AU SUD-LIBAN

Page 9 :  
CARTER EN AFRIQUE : LA TOUR-  
NEE DU GENDARME

Page 10 :  
MADAGASCAR : RATSIRAKA, COM-  
ME SES SEMBLABLES D'AFRIQUE,  
EST INCAPABLE DE FAIRE LA  
REFORME AGRAIRE

Page 11 :  
FRANCE : LES ELECTIONS NE  
REMPLENT PAS LES LUTTES

## SEKOU - HOUPHOUET - SENGHOR REFONT MENAGE SOUS LE TOIT DE L'IMPERIALISME

---

Le 18 mars dernier à Monrovia, les trois chefs d'Etat : Senghor, Houphouët et Sékou Touré se sont rencontrés pour signer en commun un "pacte de réconciliation".

Les relations diplomatiques que le Sénégal et la Côte d'Ivoire avaient rompues avec la Guinée vont être rétablies. Et la Guinée va maintenant faire partie intégrante de la CEAO ( Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest).

Tous les chefs d'Etat africains comme W. Tolbert, Eyadema, Jawara ... ayant participé en tant que "réconciliateurs" s'accordent à dire que cette rencontre est un événement "historique" prouvant la "maturité politique des dirigeants africains".

S'il est vrai que ce sont les chefs d'Etat "authentiquement" africains qui ont signé à Monrovia, il n'est pas moins vrai que ce sont les grands trusts et les banques multinationales finançant la CEAO et la BIRD qui se frottent les mains.

En fait ce sont ces grandes firmes impérialistes qui sont à l'initiative de cette réconciliation. Sékou et consort n'ont fait que répondre présent en signant et fêtant ce traité dont les principaux artisans sont : André Lewin (Ambassadeur de France à Conakry), Claude Cheysson, représentant de la CEE, et Robert Mc Namara, président de la Banque Mondiale.

Ces trois représentants de l'impérialisme n'ont pas cessé depuis longtemps de faire des navettes entre les trois chefs d'Etat.

Ce n'est que quand toutes les démarches ont été accomplies, toutes les ficelles tirées, que le relais a été passé aux "réconciliateurs" comme W. Tolbert et Eyadéma, afin de donner à cette signature l'image d'une initiative africaine.

L'impérialisme français, principal intéressé, ayant rétabli les relations diplomatiques avec la Guinée depuis juillet 1975, il n'y a plus de raison que Houphouët et Senghor ne fassent pas pareil. Il n'attendaient que l'ordre de Giscard.

Les nombreuses années de brouilles entre Sékou et la France avaient fait perdre à cette dernière la prédominance économique en Guinée. Sékou avait donné cette place à des firmes américaines, japonaises, anglaises, allemandes et canadiennes.

Des contrats ont même été signés avec l'URSS pour l'exploitation de la bauxite dont la Guinée possède la plus grande réserve du monde.

.../...

# ABONNEMENTS

-FRANCE : un an  
ordinaire : 12 F  
sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS  
écrire au journal

Adresser toute correspondance à  
Combat Ouvrier  
BP 80, 93 300  
Aubervilliers France  
en spécifiant :  
"pour le P.A.T."

\* \* \*

L'impérialisme français soucieux de récupérer ce terrain perdu, a rétabli les relations diplomatiques avec la Guinée. Et depuis 1975, le commerce entre la Guinée et la France ne cesse d'augmenter. De nombreux contrats sont obtenus par les firmes françaises telles que : Usinor, Péchiney, Solmer, Compagnie française de Pétrole, Ericson, Franco - Rail, Renault-Saviem, Berliet, etc .... etc...

Mais pour intervenir encore plus facilement en Guinée, les patrons de ces sociétés veulent que toute la région de l'ouest de l'Afrique soit "stabilisée". Cela veut dire que la tension entre Sékou, Senghor et Houphouët doit faire place à une "amitié" favorable à la bonne marche des firmes impérialistes.

Cela est obtenu par la rencontre de Monrovia. Et Giscard pourra maintenant se rendre en Guinée pour féliciter Sékou de sa "raison" retrouvée.

Bien sûr que ces trois dictateurs ont mis plus les points sur la "réconciliation" et sur la "table rase des vieilles querelles". Cela donne une couleur plus "historique" à leur rencontre et leur permet en même temps d'agrandir leur prestige auprès de la bourgeoisie internationale, et de prouver aux impérialistes qu'ils peuvent toujours compter sur leur dévouement.

Ils ont parlé de la "libre circulation des biens et des personnes" entre les trois pays signataires.

Sékou a promis qu'il va mettre un terme à ses déclarations intempestives traitant Houphouët et Senghor de "valets de l'impérialisme". Il ne réclamera plus officiellement l'extradition des centaines de milliers de guinéens ayant quittés leur pays pour aller au Sénégal et en Côte d'Ivoire et que Sékou accusait de "comploteurs".

Ces centaines de milliers de guinéens n'ont fait que fuir la misère et la répression qui s'abattaient sur eux.

Même si Senghor affirme tout haut qu'il "ne saurait livrer les réfugiés", rien ne l'empêche, comme il l'a fait il y a trois mois, d'arrêter et d'expulser une vingtaine d'opposants guinéens dans la région de Kolda.

La signature de ce traité n'empêche ni Houphouët ni Senghor de réprimer les opposants. Et cela, Sékou le sait très bien. Houphouët l'a d'ailleurs confirmé en disant qu'il y aura liberté de circulation mais que "ce ne serait pas la porte ouverte à la subversion". C'est tout ce que veut Sékou.

Que ses opposants lui soient livrés officiellement ou en douce, cela lui revient au même.

Tous ces dictateurs ont démontré qu'ils sont de la même eau. Ils se ressemblent par leur chasse aux opposants, leur police, leur armée et leurs fonctionnaires corrompus.

Et quand tous ces dictateurs affirment sans rire que c'est "dans le seul but de servir l'Afrique" qu'ils se sont réconciliés, l'impérialisme, français en particulier, se félicite car cela lui facilite la tâche d'exploiter les travailleurs africains et ainsi de piller plus à l'aise dans une région "stabilisée".

Pour ces millions de travailleurs et de petits paysans, rien n'aura changé dans leur situation de misère. Ils devront comme avant faire face à tous ces régimes de dictature et de corruption qui savent surtout servir les intérêts des impérialistes.

# TCHAD LE FROLINAT EN ROUTE VERS LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) et le gouvernement militaire dirigé par Malloum viennent de signer à Sebah (Libye) un accord en vue de la formation d'un "gouvernement d'Union Nationale".

Cet accord est intervenu après le 5<sup>e</sup> congrès de Karangua au Ouaddaï, tenu 12 au 29 août 1977 et qui a écarté Abba Siddick Koko de la direction du Frolinat. C'est à la conférence extraordinaire de Faya, organisée par le Frolinat du 12 au 16 mars 1978, que les trois principales armées du Front (Armée du Volcan, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> Armées) ont fusionné en un seul corps les "Forces Armées Populaires" (FAP). C'est Goukouni Oueddéi qui en prit la direction et qui négocie actuellement avec N'Djaména.

Ainsi la Frolinat aura pris le maquis et lutté pendant douze ans, d'abord contre le régime de Tombalbaye, puis celui de Malloum, pour finalement tomber d'accord avec la politique de ce dernier, qui n'a pas changé.

Le Frolinat, lui, a fait de grandes concessions : le régime militaire en place n'est plus à "abattre par les armes" mais est devenu un allié avec lequel le Frolinat, faute de l'abattre, veut composer. Plus question du retrait total des troupes françaises du Tchad, une des exigences essentielles du Front. Quant à l'occupation de la bande d'Aouzou par la Libye, on omet d'en parler aux négociations de Sebah. Le soucis du Frolinat est de parvenir le plus vite possible à un accord avec le régime militaire et de gouverner avec lui.

Pourtant le Frolinat, dès sa création en juin 1966 à Niala au Soudan, proposait dans son programme politique en 8 points de "détruire le régime dictatorial" de Tombalbaye imposé par France à la population tchadienne.

Quand, le 13 avril 1975, les militaires prirent le pouvoir en éliminant Tombalbaye le Frolinat déclarait que la politique du Conseil Supérieur Militaire (CSM) n'est pas différente de celle de Tombalbaye. Voilà qu'aujourd'hui ceux-là même qui tenaient ce langage radical sont prêts à accepter des fauteuils ministériels dans le gouvernement qu'ils avaient longtemps combattu.

Même si l'ancien dirigeant du Front Abba Siddick ne reconnaît pas ceux qui l'ont mis à l'écart et qui discutent sur la même table que le régime militaire, il n'en demeure pas moins que c'est l'ensemble du Front, hier adversaire irréductible, qui tend maintenant la main à Malloum. Car Siddick lui aussi négociait auparavant, seul, avec le régime en place. C'est l'une des raisons avancées par le 5<sup>e</sup> congrès qui l'a écarté.

Les plus déçus dans cette histoire sont sans doute ceux qui croyaient sincèrement aux vertus révolutionnaires du Frolinat. Ceux-là étaient abusés par le verbiage révolutionnaire du Front qui mélangeait un langage nationaliste radical avec quelques phrases fumeuses sur le socialisme. (Par exemple en 1971 cette organisation nationaliste déclarait : "sans une révolution socialiste, il n'y a pas d'indépendance véritable.")

Ces derniers temps encore l'émigration étudiante débattait dans les Assemblées Générales de l'Association des Etudiants et Stagiaires Tchadiens en France de "la nature de la révolution" au Tchad. Beaucoup se faisaient des illusions sur le Frolinat.

Alors, évidemment, tous ces gens-là sont aujourd'hui déçus. Ils voyaient en le Frolinat une organisation nationaliste radicale ; or il se révèle aujourd'hui que, en certaines circonstances, bien court est le chemin entre le nationalisme anti-gouvernemental et le nationalisme pro-gouvernemental. Il faut croire que entre le Frolinat ancienne manière et le Frolinat nouvelle manière la différence n'était pas bien grande, pour qu'elle puisse être allègrement franchie en quelques mois.

Laissons ceux -peut-être la majorité des étudiants- qui sont déçus dans leur nationalisme. Ceux-là sont peut-être réellement trahis.

Mais les travailleurs, les exploités, n'ont pas été trahis par ce lamentable ralliement du Frolinat au gouvernement, pour la bonne raison que le Frolinat ne les a jamais représentés. Même si, au lieu de se rallier à Malloum, le Frolinat l'avait renversé, les travailleurs et les paysans pauvres du Tchad n'y auraient de toute façon rien gagné. Le Frolinat représente une autre politique -et encore, c'est à se demander si cette politique aurait été tellement autre- et surtout une autre équipe de politiciens, mais au service du même avenir bourgeois du Tchad. Le nationalisme, qu'il soit radical ou pas, représente toujours l'avenir bourgeois des pays d'Afrique, un avenir d'oppression, de misère pour les travailleurs et les paysans pauvres.

Alors il appartient aux étudiants nationalistes de panser leurs blessures, s'ils en ont, et de refaire un nouveau Frolinat.

Mais s'il y en a parmi eux quelques uns qui ont été portés vers le Frolinat par le vague espoir que l'arrivée au pouvoir de celui-ci changera les choses en profondeur en faveur des opprimés et des exploités, ceux-là doivent s'atteler à une autre tâche.

Cette tâche, c'est celle de construire une organisation révolutionnaire prolétarienne d'Afrique, c'est-à-dire une organisation qui lutte, en Afrique, pour la prise du pouvoir de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Une organisation qui défende parmi les exploités africains, une politique internationaliste, une politique visant à l'émancipation du prolétariat à l'échelle du monde par le renversement du capitalisme.

Choisir cette perspective est autrement plus exaltant que d'en rester à l'horizon étriqué du nationalisme, qui ne résoudra rien pour le Tchad, rien pour aucun pays. C'est le seul choix politique conséquent pour des travailleurs, pour des exploités tchadiens, car les autres mènent à des impasses. Mais ce choix nécessite la rupture avec le nationalisme sous toutes ses formes.

Quant aux étudiants, ce choix ne va pas de soi. Combien sont les étudiants pour qui, faire de la politique c'est une façon de faire carrière, de chercher à se faire une place dans l'appareil d'Etat et au plus haut niveau ? Et ce n'est pas le cas seulement pour ceux qui espèrent s'approcher du pouvoir du côté du gouvernement actuellement en place. On peut viser le même but en cherchant le renversement du régime de Malloum.

Combien sont, parmi les étudiants, ceux qui palabrent de socialisme, mais qui sont persuadés qu'il leur appartient à eux -ne sont-ils pas "l'élite"- d'apporter le bonheur au peuple ?

Eh bien, que ceux-là suivent la voie de Hissène Habré et de tant d'autres. La révolution prolétarienne a besoin d'étudiants qui savent rompre avec leur classe, avec sa mentalité, avec ses ambitions. Elle a besoin d'hommes et de femmes qui savent faire leur combat de la classe ouvrière, qui savent retrouver le chemin de l'internationalisme, et le défendre. Pour ceux-là, il y a du travail en perspective.

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*

\* \* \* \*

\*

# MALI : le sanguinaire Traoré veut se donner un visage d'agneau

Au Mali les arrestations continuent : 33 officiers de l'armée et de la police ont été arrêtés. Il s'agit de Mamadou Mariko, Alioune Traoré, Abdoulaye Diallo, Mamadou Bou-bou Sow, respectivement chefs de l'armée de terre, de l'air, de la gendarmerie et des services de sécurité, et d'une série de capitaines et de lieutenants.

Ils sont accusés d'avoir assisté à une réunion secrète qui aurait eu pour but de renverser Moussa Traoré.

La caractéristique d'un dictateur c'est de ne pas accepter la moindre rivalité. Et c'est parce que Traoré est un dictateur qu'il a éliminé ceux qui pouvaient être des rivaux.

Les accusations de détournements et d'abus de pouvoir contre Bagayoko, Kissi-ma Doukara et Karim Dembelé (baptisés "bande des trois") ne sont que des prétextes. Bien sûr que ces gens-là ont abusé de leurs pouvoirs et volé dans les caisses de l'Etat, depuis longtemps d'ailleurs. Et non seulement Traoré le savait, mais il les a encore promus en grade parce que de ce côté-là il n'y a pas de différence entre eux.

Par ces arrestations spectaculaires, Traoré cherche donc à bien s'installer au pouvoir en éliminant ses concurrents. Mais il veut faire d'une pierre deux coups. Il cherche à blanchir son régime aux yeux de l'opinion publique en rejetant sur ceux qui ont été arrêtés la responsabilité de tous les maux qu'il y a au pays. Comme le dit le Lieutenant-Colonel Filifing, secrétaire permanent du CMLN (Comité Militaire de Libération Nationale) cité par le journal l'Essor du 18 mars : "Nous devons tirer les leçons des événements et faire en sorte que ce comportement attire la confiance du peuple". (il s'agit du comportement de Traoré).

Des réunions publiques et des manifestations sont organisées, où les grands fonctionnaires ne cessent pas de dire que si les associations de femmes ont été baillonnées, le ravitaillement mal assuré, l'administration bloquée etc... c'est à cause de la "bande des trois".

A entendre tous ces mensonges on finira par croire que Traoré n'a fait que dormir sur son confortable bureau 24 heures sur 24.

# SENEGAL

## nouveaux impôts pour les travailleurs exonérations pour les capitalistes

Le gouvernement Senghor, constatant que les récoltes d'arachides ont été désastreuses cette année, vient de décider un "impôt de solidarité" pour aider les paysans. Les travailleurs devront payer une journée de salaire, et les entreprises 1/365<sup>e</sup> des bénéfices déclarés en 1977.

En fait c'est encore aux travailleurs que le gouvernement va faire payer. Car non seulement les entreprises se débrouillent pour camoufler leurs bénéfices, ou même déclarer des pertes (ils ont des comptables spécialisés pour cela), mais le gouvernement vient encore de leur faire des cadeaux fabuleux par le nouveau code des investissements du 29 janvier 1978. Ce nouveau code donne des avantages fiscaux considérables aux entreprises qui investissent 200 millions CFA et embauchent 50 personnes.

Ainsi ces entreprises seront, pendant 5 à 8 ans, exonérées des taxes sur les matières premières et les machines importées, des taxes sur les salaires, des taxes sur le chiffre d'affaire, des patentes, des impôts sur les bénéfices et revenus, des taxes communales etc...

Pour Senghor la solidarité c'est faire payer aux travailleurs et faire des cadeaux aux exploités.

## histoire de fou : il y a de l'arachide pourtant on manque d'huile

Dans la région de Louga on ne trouve plus de café et d'huile. Et les prix de l'huile au marché noir sont inabornables. Toutes les explications ont été données par les représentants du gouvernement : rupture de stocks, mauvais approvisionnement, mauvaise volonté des commerçants etc...

De l'huile il y en a au Sénégal. Il peut même y en avoir suffisamment pour toute l'Afrique de l'Ouest ! La récolte d'arachide s'est élevée à 1 million de tonnes en 1977. Mais le gouvernement préfère l'exporter.

Et à l'exemple de l'arachide, toute l'économie est ainsi tournée vers l'extérieur.

Le capitalisme dont Senghor est le serviteur, organise l'économie non pas dans l'intérêt de la population mais dans le seul but de permettre à quelques dizaines de grandes sociétés capitalistes de faire des profits.

## Doudou Ngom devenu inutile Senghor s'en débarrasse

Doudou Ngom, l'ancien président de la CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs Sénégalais) qui a brisé la grève de 1968 et s'est rallié à Senghor, ne fait plus partie du nouveau gouvernement sénégalais.

Doudou Ngom n'a jamais représenté les intérêts des travailleurs, mais il s'était taillé une popularité grâce à son radicalisme verbal.

Senghor s'est servi de lui pour calmer les travailleurs, mais une fois qu'il a perdu sa popularité il a été remplacé au gouvernement par le dernier président de la CNTS Babakar Diagne, maintenant ministre délégué auprès du premier ministre.

Ainsi Senghor se sert de la CNTS (d'ailleurs affiliée à son parti) pour en faire une véritable école de ministres corrompus.

Si les gouvernants prennent comme ministre un dirigeant syndical c'est d'abord pour s'en servir contre les travailleurs...et pour le jeter ensuite comme une vieille chemise une fois qu'il devient impopulaire.

# LE TERRORISME D'ETAT D'ISRAEL AU SUD-LIBAN

L'armée israélienne vient de déclencher depuis le début du mois de mars une opération militaire de grande envergure contre les palestiniens réfugiés au sud du Liban.

Le régime de Bégin veut anéantir dans cette région, au-delà de ses frontières, tout un peuple, enfants et vieillards compris, tous accusés de "terrorisme".

L'ONU a décidé d'y envoyer des "Casques Bleus" (armée de l'ONU). Mais celle-ci protège l'état des choses créé par l'invasion israélienne. Elle laisse l'armée de Bégin contrôler cette région du Liban.

Les dirigeants arabes de la Syrie et de la Jordanie ont montré une nouvelle fois leur complicité devant le massacre en laissant agir l'armée israélienne. Quoi d'étonnant ? Ce sont même Hussein et Assad qui avaient commencé la liquidation systématique de la résistance palestinienne organisée qu'Israël essaie de parachever aujourd'hui.

C'est en effet Hussein de Jordanie qui a été le sanglant artisan du tristement célèbre "septembre noir" qui a abouti à l'élimination de la résistance palestinienne de la Jordanie. Et c'est Assad qui a envahi le Liban, à la fois pour y massacrer la gauche, mais aussi pour mettre au pas les organisations palestiniennes.

Quant aux autres chefs d'Etats arabes membres du "front de fermeté" comme l'Algérie et la Lybie, ils ont eux aussi montré que leur "anti-sionisme" et leur courbette à l'OLP n'étaient que de simples déclarations destinées à tromper les travailleurs arabes afin de leur faire croire que leurs ennemis et les responsables de tous les malheurs sont les israéliens.

La politique de terreur menée par Israël n'est pas seulement contre les intérêts des palestiniens. Ceux-ci sont bien sûr les premières victimes, mais le sionisme se retourne aussi contre la population juive elle-même car il n'offre aucun avenir de paix entre les deux peuples.

Cela fait trente ans que l'Etat d'Israël est mis en place. Et cela fait trente ans que sa politique est une politique de spoliation et d'oppression contre le peuple palestinien, à qui l'on refuse ce droit élémentaire qui est le droit de posséder un Etat national.

Mais le peuple israélien n'en fait pas moins les frais car les pays impérialistes qui aident son gouvernement ne le font pas gratuitement. Ils lui font jouer le rôle de gendarme dans cette région du moyen-Orient très convoitée à cause du pétrole.

Ils le font ainsi tomber dans un piège en lui faisant croire que sa sécurité ne peut être assurée qu'en dépossédant le peuple palestinien et en menant une politique guerrière contre les peuples arabes voisins.

On ne peut pas être libre en étant un gardien de prison car qu'on le veuille ou pas, on est obligé de vivre dans cette prison.

Cette politique ne fait qu'attiser les haines entre les deux peuples et les maintient dans un état de guerre incessant.

Le gouvernement de Bégin s'est servi comme prétexte de l'attentat terroriste commis par un commando palestinien contre un autobus transportant des passagers civils, hommes, femmes, enfants vieillards. Ce genre d'acte terroriste est sans doute condamnable. Mais c'est le même terrorisme aveugle qu'exerce aujourd'hui l'armée israélienne au Liban, mais à une toute autre échelle.

Les dirigeants sionistes font vibrer les sentiments légitimes de sécurité de la grande majorité des israéliens pour s'en servir à d'autres causes. Mais une partie de la population israélienne elle-même commence à réaliser que la politique de Bégin n'aboutira pas à la paix. Et la manifestation de 30.000 personnes dans les rues de Tel Aviv, le 1<sup>er</sup> avril montre bien qu'il y a des mécontents.



Mais pour qu'une cohabitation fraternelle soit possible, il faut que disparaisse le nationalisme tant arabe qu'israélien qui est le responsable des guerres entre les peuples séparés par des frontières créées artificiellement et sources de conflits.

Les intérêts des populations laborieuses ne sont pas contradictoires, qu'elles soient arabes ou israéliennes. Ce sont leurs dirigeants actuels et l'impérialisme qui ont intérêt à ce qu'elles soient dréssées les unes contre les autres.

O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O ^ O

## CARTER EN AFRIQUE

### *la tournée du gendarme*

Du 1<sup>o</sup> au 3 avril, le président Carter a effectué sa première tournée sur le continent africain. Et ce n'est pas étonnant que Carter réserve sa première visite au Nigéria parce que ce pays est le plus lié à l'impérialisme américain.

En effet, c'est le deuxième fournisseur de pétrole aux USA après l'Arabie Saoudite et en même temps l'un des gros partenaires africains des USA du fait de ses importantes ressources naturelles. En plus, atout non négligeable, le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, occupe une place de choix au sein de L'OUA.

Ainsi Carter est venu rassurer non seulement l'un des plus dévoués de ses serviteurs, Obasanjo, mais aussi les autres alliés des USA. Et par ce geste il veut redorer le blason de l'impérialisme américain qui est plus ou moins déconsidéré en Afrique. D'autant plus que depuis quelque temps, quelques pays tels que l'Angola et l'Éthiopie se sont tournés vers l'URSS.

En même temps il ne se gêne pas de faire des déclarations hypocrites contre le régime raciste de Vorster. Et pourtant, une semaine avant il a donné l'autorisation de vente à l'Afrique du Sud de 80 avions légers, à condition de ne pas les utiliser à des fins militaires. Conditions hypocrites pour détourner les engagements pris par les USA pour ne pas vendre des armes à l'Afrique du Sud.

Par ailleurs, il a fait des déclarations du même genre sur la Rhodésie en condamnant comme illégal le nouveau gouvernement composé de Ian Smith et des nationalistes modérés. C'est pour ne pas déplaire au Front Patriotique, organisation nationaliste radicale, et aux États comme le Nigéria qui les soutiennent.

Carter cherche à montrer à travers toutes ses tournées qu'il est le chef d'orchestre de l'ordre capitaliste en Afrique comme ailleurs.

D'autant plus que dans quelques jours doit se tenir la réunion des pays exportateurs de pétrole (OPEP), alors à travers ses visites tant au Vénézuéla qu'au Nigéria, Carter tient à dicter par avance ses ordres à tous ses valets.

O v o v o v o v o v o v o v o v o v o

# MADAGASCAR

## RATSIRAKA, COMME SES SEMBLABLES D'AFRIQUE, EST INCAPABLE DE FAIRE LA REFORME AGRAIRE

"La terre à ceux qui la travaillent", tel était le leitmotiv qui a permis à Ratsiraka d'avoir une certaine popularité. Et depuis, sa "réforme agraire" s'est concrétisée par distribution de quelques terres de l'armée aux paysans du Moyen-ouest, nationalisation des plantations de café de l'ex-Compagnie Marseillaise dans la régions de Mananjary, et l'autorisation pour les fokontany de mettre en valeur des terres vierges. Pour le reste, c'est-à-dire les meilleures terres, les paysans doivent attendre les décisions du gouvernement.

C'est ce qui arrive aux paysans de Tsaramandroso, région d'Ambatondrazaka. Ils ont, pour la plupart un petit lopin qui ne leur permet de vivre que quelques mois de l'année. Pour survivre ils sont obligés de travailler sur les 300 hectares de rizières appartenant à un colon français et les 70 hectares appartenant à une mission religieuse (des terres qui d'ailleurs leur appartenaient auparavant mais qui leur ont été arrachées par les colons protégés par l'administration coloniale).

Depuis l'indépendance le gouvernement Tsiranana a continué à protéger ces grands propriétaires face aux paysans qui espéraient reprendre leurs terres.

Fortes des déclarations du gouvernement Ratsiraka sur la réforme agraire, les paysans se sont mis à en discuter dans les fivoriam-pokonolona (assemblées villageoises) Mais là encore ils ont trouvé en face d'eux l'administration régionale qui leur a interdit de prendre eux-mêmes des mesures et obligés de passer par la voie légale, c'est-à-dire d'envoyer une demande au gouvernement et d'attendre la réponse. C'était en 1977, aujourd'hui ils attendent encore. Aux paysans qui réclamaient Les 70 ha appropriés par le missionnaire, l'administration a conseillé d'envoyer une demande...aux autorités religieuses !

Peut-être qu'après avoir envoyé une ribambelle de fonctionnaires de cadastre sur place, le gouvernement finira par permettre aux paysans de reprendre possession de leurs terres ; ce ne sera que justice. Mais il y a des milliers de villages et plus encore de paysans qui attendent la terre. S'il faut attendre que tous les cas soient étudiés par gouvernement cela peut mettre des dizaines d'années.

Dans cette procédure-là les petits paysans sont rarement gagnants. Les gros propriétaires n'ont aucun mal à corrompre les fonctionnaires locaux et les gendarmes pour classer les demandes des paysans. Et il n'est pas rare qu'ils se fassent même pistonner par des membres du gouvernement !

Les Etats africains ne peuvent pas et ne veulent pas de la réforme agraire. La bourgeoisie nationale étant moribonde, l'Etat ne tire sa stabilité qu'en s'appuyant sur l'impérialisme et les propriétaires fonciers.

Dans un souci de démagogie vis-à-vis de la petite paysannerie, Ratsiraka peut tout juste permettre l'expropriation de quelques uns des grands propriétaires, et encore, en composant avec eux et ne prenant que des terres qui ne sont pas mises en valeur.

Car si Ratsiraka était pour le "droit à la terre" il lui suffirait de dire aux petits paysans : "prenez la terre", et il n'y aurait même pas besoin d'une armée de fonctionnaires pour cela.

Les paysans ne doivent pas attendre cela de lui car Ratsiraka n'est en rien le défenseur des intérêts des petits paysans. Pour avoir la terre les paysans devront se battre, en même temps que les travailleurs des villes.

Actuellement les chaînes qui lient les petits paysans sont à la ville, parce que c'est dans les villes que sont installées les forces qui protègent les gros propriétaires et maintiennent les paysans dans la misère : le gouvernement, les lois, l'armée, l'adminis-

tration, les firmes commerciales... Ce sont ces même forces qui enchainent les travailleurs des villes face à leurs exploiters. Les travailleurs et les paysans ont tout intérêt à aller ensemble. Seule une révolution prolétarienne, c'est à dire la destruction de l'appareil d'Etat par les travailleurs et les petits paysans pourra permettre aux paysans d'exproprier eux-mêmes les gros propriétaires, et ouvrir le chemin vers un monde où personne ne pourra plus vivre sur le dos d'un autre.

oooooooo      oooooo      oooooo      oooooo      oooooo      oooooo

# FRANCE : les élections ne remplacent pas les luttes

D'élections en élections, le Parti Communiste et le Parti Socialiste n'ont pas cessé de répéter que les travailleurs pouvaient changer leur sort en votant pour la gauche.

Or voilà que la droite a remporté la majorité parlementaire. Et sans une radicalisation de l'électorat cela est dans l'ordre des choses, car l'électorat en France est traditionnellement plutôt conservateur. La gauche a rarement eu la majorité dans l'électorat. Car il faut se rappeler que même si tous les ouvriers votaient pour la gauche - ce qui n'est pas le cas - la classe ouvrière serait minoritaire dans l'électorat en France. C'est une des raisons pour lesquelles c'est une tromperie que de faire croire aux travailleurs qu'il faut qu'ils cherchent le changement par les urnes.

Bien sûr que les lois électorales sont anti-démocratiques. Le truquage électoral est tel que 1 % de voix en plus pour la droite aux deuxième tour s'est traduit par 92 députés de plus que la gauche (c'est à dire 20 % en nombre de députés). Mais cela ne fait qu'amplifier la majorité de droite.

Mais les élections sont une tromperie pour les travailleurs pour une raison bien plus profonde encore. Même si la gauche parvenait à gagner que cela ne serait pas une victoire pour les travailleurs. Car les Marchais et les Mitterrand ne cherchent à arriver au pouvoir que pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Les travailleurs auraient à lutter par la grève pour améliorer leur sort, et à lutter contre les dirigeants de la gauche, qu'ils trouveraient du côté des capitalistes.

Ils sont tellement soucieux des intérêts de la bourgeoisie que même sans être au pouvoir ils sont prêts à apporter leur caution à la politique d'austérité de la bourgeoisie. Il a suffi que Giscard leur promette quelques avantages parlementaires - qu'il ne leur a d'ailleurs pas donnés - pour qu'ils accourent à son appel.

Quels que soient les résultats des élections, les travailleurs ne peuvent améliorer leur sort qu'en luttant; c'est en cela que les élections sont un jeu truqué, où les travailleurs sont les éternels perdants.

Le système politique français n'est pas le même que ceux de l'Afrique. Les travailleurs peuvent s'organiser et s'exprimer librement. Il y a des élections où des opposants peuvent se présenter. Mais la bourgeoisie continue à dominer, en donnant simplement l'impression que le régime est démocratique.

La bourgeoisie des pays riches a les moyens de supporter ce système plus souple que les dictatures africaines, et de corrompre les dirigeants de la classe ouvrière.

Mais aussi bien dans les régimes "démocratiques" comme celui de Giscard, que dans les régimes dictatoriaux d'Afrique, les travailleurs ne peuvent prendre le pouvoir, changer la société en profondeur, éliminer l'exploitation et les inégalités que par la révolution.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.